



Le Réseau canadien pour
la santé des femmes



Canadian Women's
Health Network



Pour diffusion immédiate

COMMUNIQUÉ

MALGRÉ SES RECOMMANDATIONS, LE RAPPORT DU COMITÉ SUR L'IMMUNISATION DU QUÉBEC RENFORCE LA NÉCESSITÉ D'UN MORATOIRE SUR LA CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LE VPH

Montréal, 6 décembre 2007. Les données contenues dans le rapport que vient de publier le Comité de l'immunisation du Québec (CIQ)¹ viennent confirmer les nombreux inconnus concernant l'efficacité d'une campagne de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH) ainsi que la nécessité d'un moratoire sur sa mise en place, tel que réclamé par quatre organismes de promotion de la santé des femmes.

Dans son rapport qui présente des recommandations concernant les modalités de la campagne de vaccination prévue pour l'automne 2008, le comité souligne le fait que l'évaluation de l'atteinte des objectifs d'une telle campagne (dont le but ultime est de réduire l'incidence et les mortalités causées par le cancer du col utérin) est une entreprise des plus complexes. Plusieurs éléments expliquent cette difficulté, dont « les inconnues sur l'histoire naturelle de la maladie et sur le remplacement éventuel des VPH suite à la vaccination, sur le vaccin lui-même et notamment la durée de protection conférée par celui-ci...» (Page 40). Le rapport fait également état d'au moins cinq études en cours qui seront nécessaires afin de faire des ajustements ou encore afin de mieux évaluer l'efficacité du vaccin et d'une telle campagne.

Le rapport recommande, entre autres, la vaccination des jeunes filles de 4e année selon un nouveau calendrier de vaccination (à deux doses seulement plutôt que trois), alors que ce calendrier est sous étude présentement². Cet état de fait ne fait que renforcer la nécessité d'un moratoire avant de mobiliser de façon aussi importante autant de ressources et de fonds publics.

Le comité reconnaît que les effets de l'introduction de la vaccination sur la fidélité des femmes au dépistage par test de Pap devront aussi être évalués. Vaccinées ou non, les femmes devront recourir au test de Pap puisque le vaccin ne protège pas contre toutes les formes de cancer du col de l'utérus. Ainsi, le comité

¹ *Prévention par la vaccination des maladies attribuables aux virus du papillome humain au Québec*. INSPQ. Octobre 2007. Disponible depuis le 29 novembre 2007 à : www.inspq.gc.ca/publications/notice.asp?E=p&NumPublication=714

² Un essai clinique (financé par le Québec, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse) visant à connaître l'immunogénicité chez les jeunes filles de 9 à 13 ans, avec un calendrier comportant 2 doses, a débuté à l'automne 2007 et suivra ces jeunes filles sur trois ans.

recommande le développement de lignes directrices en matière de dépistage ainsi que la création d'un registre central permettant le recrutement, la relance et le suivi des femmes. Nous accueillons chaleureusement cette dernière recommandation. Il est en effet grand temps que le Québec se dote d'une stratégie organisée en matière de dépistage.

Il est déplorable cependant de constater que le rapport fait fi du contexte plus large dans lequel s'inscrit la vaccination et la prévention des autres infections transmissibles sexuellement. Nous demeurons convaincues que l'objectif de protéger la santé des femmes serait davantage servi par l'amélioration de l'accès et du suivi au test de Pap ainsi que par des efforts accrus en matière de prévention et d'éducation du public. Dans l'attente de la mise en place d'une politique globale de la santé reproductive et sexuelle et de données probantes sur l'efficacité d'une telle campagne, nous demandons au ministre de la Santé et des Services sociaux que les 70 millions \$ annoncés pour la campagne de vaccination soient dirigés vers la prévention, des campagnes d'information impartiale et la mise en place d'un programme d'éducation sexuelle cohérent au Québec.

- 30 -

Sources : Nathalie Parent, coordonnatrice, Fédération du Québec pour le planning des naissances
Tél. : 514-866-3721

Claire Dubé, présidente, Réseau québécois d'action pour la santé des femmes
Tél : 1-877-624-6808

Abby Lippman, présidente sortante, Réseau canadien pour la santé des femmes
Tél. : 514-398-6266

Anne Rochon-Ford, coordonnatrice, Action pour la protection de la santé des femmes,
Tél. : 416-712-9459

À propos des quatre organismes signataires :

La **Fédération du Québec pour le planning des naissances** est un organisme communautaire dont la mission est de promouvoir la santé reproductive et sexuelle des femmes et de défendre les droits des femmes en la matière, dans une perspective féministe et d'approche globale de la santé.

Fondé en 1997, le **Réseau québécois d'action pour la santé des femmes** est un organisme provincial multidisciplinaire sans but lucratif dont la mission est de travailler solidairement à l'amélioration de la santé physique et mentale des femmes, ainsi que de leurs conditions de vie.

Le **Réseau canadien pour la santé des femmes** a été créé en 1993 en tant qu'organisme pancanadien bénévole dans le but d'améliorer la santé et la vie des filles et des femmes au Canada et dans le monde entier, et ce, en diffusant et en partageant des connaissances, de l'information, des ressources et des stratégies.

Action pour la protection de la santé des femmes, fondé en 1998, a comme mandat de participer, à titre consultatif, à l'amélioration du système de protection de la santé au Canada et faire valoir le besoin de protéger la santé des femmes.